



Salaires bloqués, emplois supprimés, travail délocalisé, vies méprisées, ça suffit !

Le 18 MARS par la grève et les manifestations

- 10H30 à la sous-préfecture de Romorantin,
- 10h30 Place de la Liberté à Vendôme,
- 14h00 devant la préfecture à Blois,

A l'appel des syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires contre l'austérité et le « pacte de responsabilité », pour l'augmentation générale des salaires, le travail stable local, le financement solidaire de la protection sociale et des services publics.

Martin gagne un SMIC: 1.445,38 € bruts par mois, soit 1.085,62 € nets, il cotise 359,76 €, son employeur 637,99 € théoriquement

Fabienne gagne un salaire de : 3.031 € bruts par mois, soit 2.282,65 € nets, elle cotise 748,35 €, son employeur 1.336,37 € *

**Les calculs ne tiennent pas compte des exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les employeurs (Loi Fillon).*

Dans le monde réel : Martin cotise 359,76€ et son employeur seulement **262,19€**

Martin et Fabienne ne cotisent pas la même chose mais ils vont avoir les mêmes droits (remboursement de soins, indemnités journalières en cas de maladie, de maternité ou d'accident du travail, chômage, retraite, etc.) et seront protégés tous les deux par le système de protection sociale français.

C'est le principe : « Chacun paye selon ses moyens et reçoit selon ses besoins », pilier de la sécurité sociale imaginée par le Conseil National de la Résistance (CNR) que voudrait mettre à bas le patronat.

Salariés, par notre travail nous sommes les producteurs !

Le travail des salariés crée les richesses qui financent les salaires, la protection sociale, l'investissement et de plus en plus les profits résultants de la lutte de classe : travail/capital en faveur du capital.

Sur nos salaires bruts nous sommes prélevés de différents pourcentages de cotisations sociales, nos employeurs aussi. C'est le financement de « **notre protection sociale** ».

Toutes ces cotisations sociales assises sur nos salaires vont dans le « pot commun » et quand nous avons un problème de santé, de chômage ou des besoins familiaux, nous bénéficions de droits. **C'est le salaire socialisé.** Les cotisations permettent d'assurer la protection sociale de TOUS car nous sommes tous des assurés sociaux ! **C'est la solidarité.**

Le financement de la protection sociale n'est pas un coût, mais une richesse, gage du développement de toute la société. Sous prétexte de réduction de ses « charges », le patronat revendique la suppression totale des cotisations sociales dites « patronales » et demande des « exonérations », des « allègements », etc.

A chaque nouvelle exonération, c'est à notre salaire que l'on touche et au final à nos droits, c'est la casse de la protection sociale.

Au prétexte de la compétitivité, de la mise en concurrence des entreprises et de leurs salariés, de l'austérité pour les peuples et les travailleurs en Europe, le gouvernement, avec son pacte de responsabilité, a franchi une nouvelle étape dans la spirale de la régression sociale et de la casse de nos acquis sociaux fondamentaux en supprimant les cotisations sociales sur la famille uniquement payées par les employeurs. **C'est un nouveau cadeau de 35 milliards aux entreprises et ce sont les principes de base de solidarité de notre sécurité sociale qui sont remis en cause pour en transférer la charge aux familles.**

Les choix gouvernementaux s'attaquent aux financements du régime général de sécurité sociale et l'assurance chômage assurés par des cotisations salariales et employeurs qui constituent le salaire socialisé. Pour la Sécurité sociale, la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) créées en 1991 et 1996 sont les premières applications d'une réforme initiée par Michel Rocard qui vise à transférer le financement de la protection sociale sur l'impôt pour en exonérer totalement les entreprises à terme.

Cette contribution sociale généralisée (CSG) est un impôt supplémentaire supporté encore par les salariés, actifs, personnes en invalidité, privés d'emplois et retraités qui payent l'essentiel de l'addition.

Les employeurs, les revenus financiers sont à peine égratignés. Au fil du temps, la CSG prélevée sur les salaires a augmenté continuellement (de 1,1% en 1991 elle a été portée à 7,50%).

1er RÉSULTAT : moins d'argent dans le « pot commun » Sécurité sociale et politique de réduction des dépenses (déremboursements, baisse des prestations, franchises...). Cette politique de réduction des dépenses pèse lourdement sur les plus pauvres qui sont contraints de renoncer à se soigner.

Ceux qui le peuvent sont contraints de payer de plus en plus cher une complémentaire santé.

2ème RÉSULTAT : Les salariés paient de plus en plus pour la protection sociale (Sécurité sociale + complémentaires santé + assurance chômage) et le patronat de moins en moins.

L'essentiel des impôts sont payés par les salariés : TVA, CSG et impôts sur les revenus soit 338 milliards d'euros et seulement 55 milliards au titre de l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur la fortune.

Les aides publiques aux entreprises s'élèvent à plus de 200 milliards d'euros par an. Plus les aides augmentent et plus le chômage augmente et les profits explosent. L'accompagnement de financements publics aux restructurations, délocalisations des grands groupes industriels doit cesser pour laisser place à une politique de reconquête et de relocalisation des productions industrielles et des emplois stables qualifiés.

Racket du capital sur le travail

- 80 milliards de fraude fiscale.
- 500 milliards planqués dans les paradis fiscaux.
- 330 milliards : fortunes des 500 français les plus riches.
- 80 milliards de profits prévisionnels en 2013.
- 43 milliards de dividendes versés aux actionnaires en 2013.

D'autre part, le gouvernement va opérer des coupes claires dans les budgets de la fonction publique et de la sécurité sociale de près de 70 milliards d'ici 2017. Ce sera autant de moyens en moins pour l'école publique, la santé, l'action sociale, les services des collectivités territoriales (régions, départements et mairies), la sécurité des populations, les communications... Autant de réponses aux besoins fondamentaux aux populations qui risquent de disparaître ou d'être livrées à la marchandisation.

Seule l'action unie des salariés actifs, retraités ou chômeurs à partir des actions revendicatives sur les lieux de travail et de vie permettra un changement de politique.

LE 18 MARS 2014, tous en grève et en manifestation !